



GOVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Délégation interministérielle
à la prévention et
à la lutte contre la pauvreté

Paris, le 2 juillet 2021

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ACTEURS

**STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ**

#StratégiePauvreté
@Delegpauvrete



AGENDA

9h40 - Présentation de l'état de la pauvreté en Ile-de-France par la Directrice régionale de l'INSEE



10h20 - Présentations croisées de 2 initiatives territoriales :



- Le comité de **pilotage inter-partenarial** de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté en Seine-Saint-Denis par la Préfète déléguée à l'égalité des chances
- Le travail **d'anticipation des conséquences sociales** de la crise par le Préfet délégué à l'égalité des chances de l'Essonne

12h - Conclusion



9h30 - **Ouverture** par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris



10h - Présentation du **bilan de la Stratégie territorialisée de prévention et de lutte contre la pauvreté** par la Commissaire à la lutte contre la pauvreté



10h40 - Deux tables-rondes sur la **jeunesse** :

- Capitaliser sur les **innovations** nées pendant la crise pour améliorer la **réussite éducative dans les quartiers**
- **Rôle et place des parents** : quelle implication des parents en situation de précarité dans la réussite éducative et sociale de leurs enfants

ACCUEIL

**M. Marc Guillaume, Préfet de la région
d'Ile-de-France, Préfet de Paris**

État des lieux de la pauvreté en Ile-de-France

**Mme Marie-Christine Parent, Directrice
régionale Insee Île-de-France**

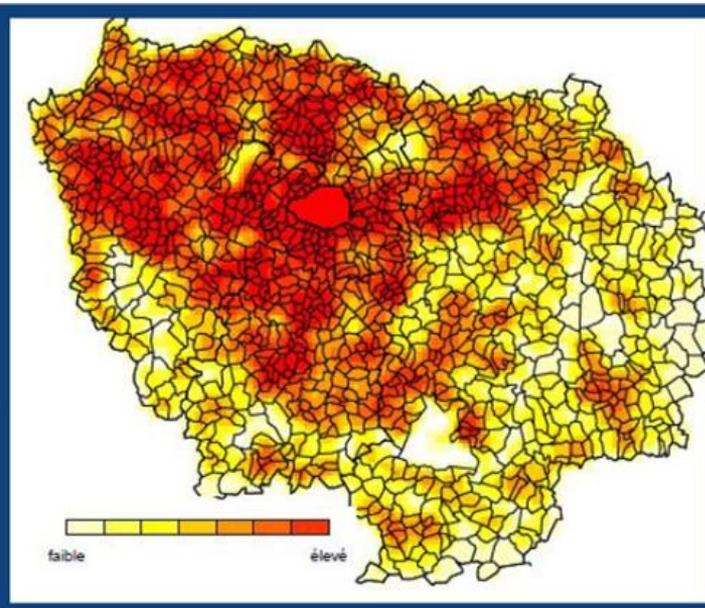
01 Contexte francilien

L'Île-de-France : la région française où les écarts de niveaux de vie sont les plus importants

Niveau de vie annuel médian dans les communes franciliennes



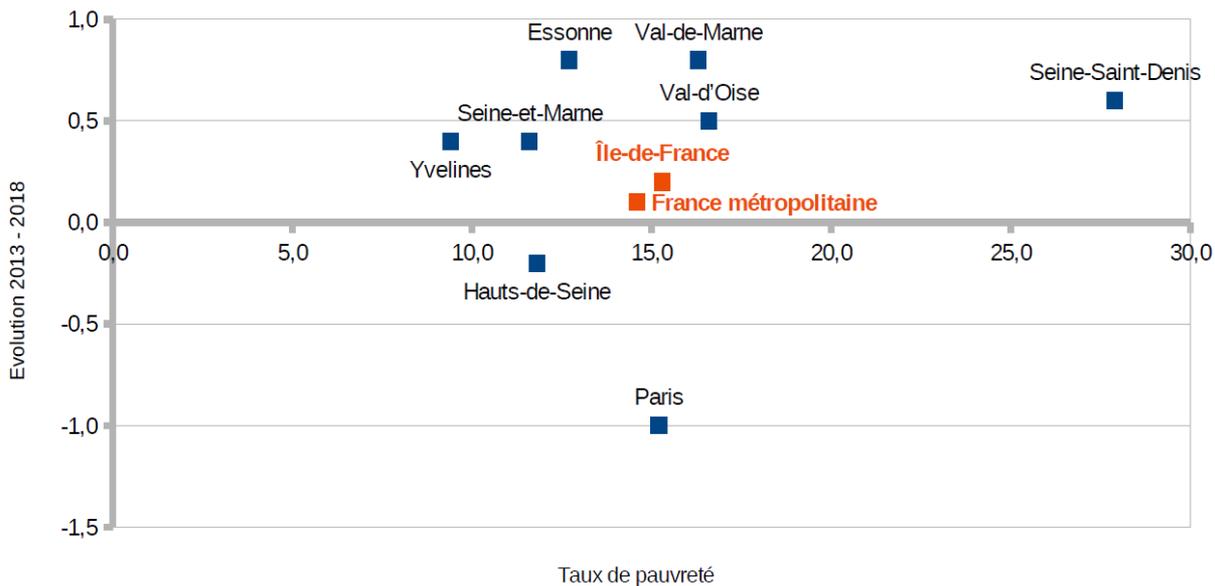
Le niveau de vie des ménages est plus élevé dans le centre et dans l'ouest parisien



Source : Insee, Filosofi

Entre 2013 et 2018, le taux de pauvreté a très légèrement augmenté dans la région

Taux de pauvreté par département en 2018 (en %) et évolution globale de ce taux entre 2013 et 2018 (en point)



Source : Insee, Filosofi

Les écarts de niveaux de vie sont élevés à Paris

Le rapport interdécile de niveau de vie est de 4,4 en Île-de-France ;
il est le plus élevé des régions métropolitaines

*Ce rapport entre le seuil de
niveau de vie des 10% les plus
aisés et des 10% les plus
modestes est différent selon les
communes*

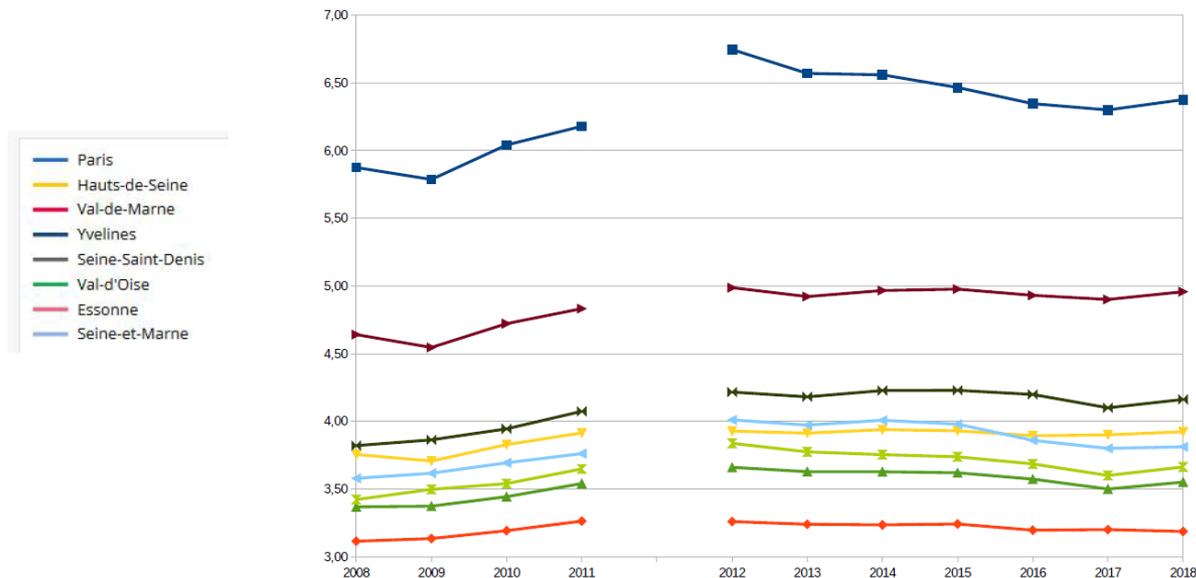
Rapport interdécile des niveaux
de vie en 2017



Source : INSEE 2017
© IUT - 2020 2021

L'évolution des écarts de revenus par département

Entre 2013 et 2018, l'écart interdécile a légèrement baissé, passant de 4,5 à 4,4.

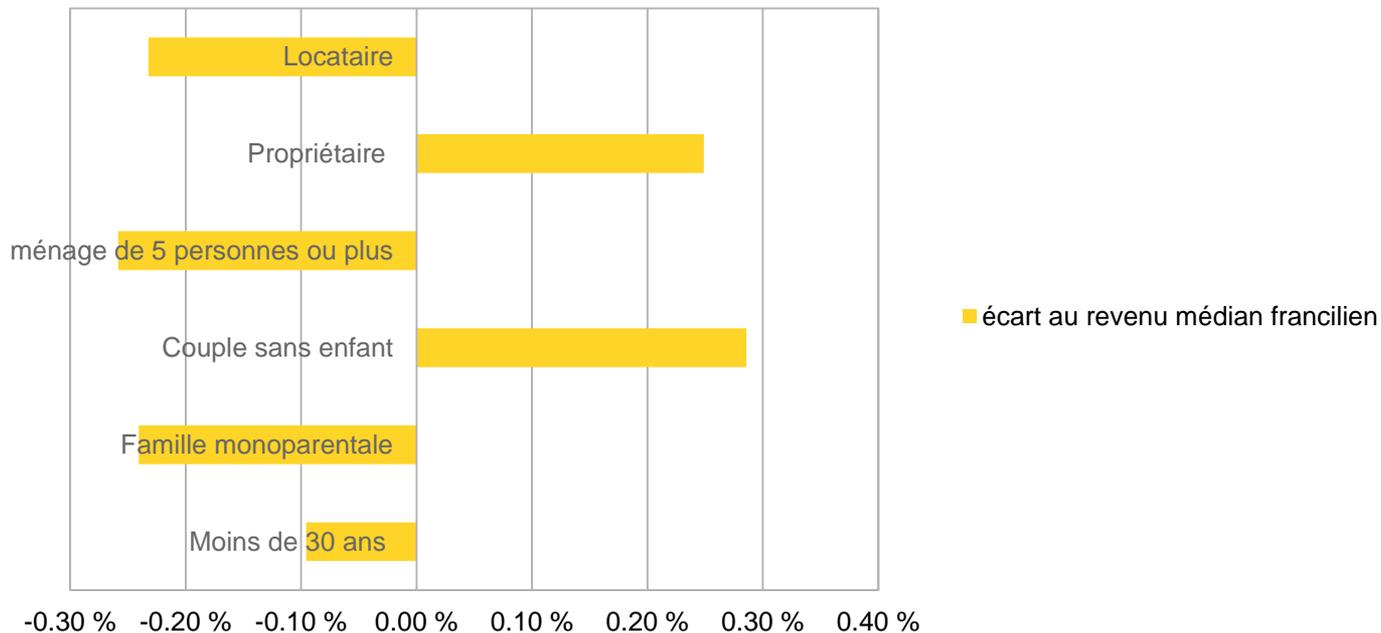


Source : Insee, RDL et Filosofi

Des Yvelines à la Seine-Saint-Denis, le grand écart des niveaux de vie en Île-de-France

	2018				2013
	Taux de pauvreté	Médiane	1er décile	9e décile	Médiane
Paris	15,2	28 270 €	10 820 €	68 990 €	25 981 €
Hauts-de-Seine	11,9	28 040 €	12 220 €	60 580 €	25 878 €
Seine-Saint Denis	28,4	17 740 €	8 910 €	33 960 €	16 745 €
Val-de-Marne	16,6	22 880 €	10 790 €	44 900 €	21 526 €
Seine-et-Marne	11,8	23 470 €	12 350 €	39 350 €	22 007 €
Yvelines	9,7	26 810 €	13 150 €	51 590 €	25 421 €
Essonne	13,1	23 920 €	11 880 €	42 180 €	22 819 €
Val-d'Oise	17,2	21 970 €	10 750 €	39 370 €	20 778 €
Île-de-France	15,6	23 860 €	11 020 €	48 990 €	22 379 €
France métropolitaine	14,6	21 730 €	11 500 €	39 480 €	20 185 €

Les familles nombreuses et monoparentales sont davantage touchées par la pauvreté



Source : Insee, FILOSOFI

La redistribution sociale réduit fortement les écarts de revenus à Paris et en Seine-Saint-Denis

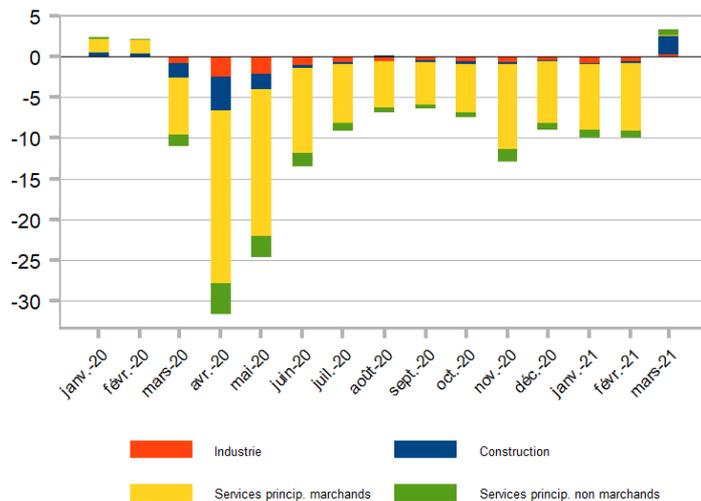
	Ecart interdécile	
	Avant redistribution	Après redistribution
Paris	11,3	6,4
Hauts-de-Seine	7,8	5,0
Seine-Saint Denis	9,3	3,8
Val-de-Marne	7,5	4,2
Seine-et-Marne	5,0	3,2
Yvelines	5,9	3,9
Essonne	5,8	3,6
Val-d'Oise	6,4	3,7
Île-de-France	7,8	4,4
France métropolitaine	5,8	3,4

02 Impacts sociaux de la crise sanitaire

En 2020, la baisse de l'emploi salarié en Île-de-France est plus forte qu'au niveau national

Heures rémunérées

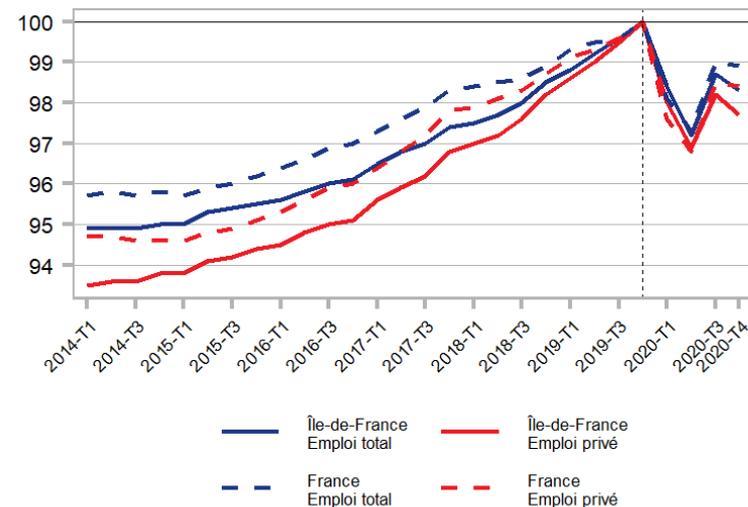
Contributions sectorielles à l'évolution des heures rémunérées (en %)



Note : Données brutes. L'évolution des heures rémunérées est calculée par rapport au même mois de l'année précédente.
Source : DSN.

Evolution de l'emploi salarié

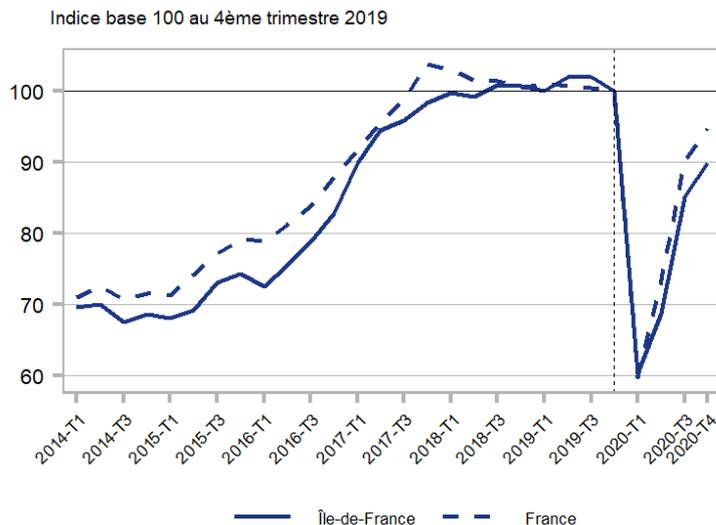
Indice base 100 au 4ème trimestre 2019



Note : données CVS en fin de trimestre.
Les données du dernier trimestre sont provisoires
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles
Acooss-Urssaf, Dares, Insee

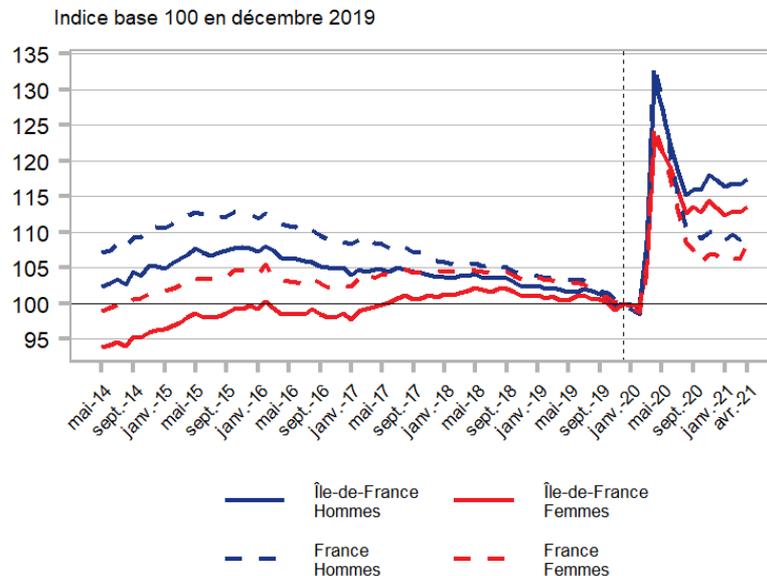
Une hausse de 15,4 % des demandeurs d'emploi de catégorie A en 2020

Evolution de l'intérim



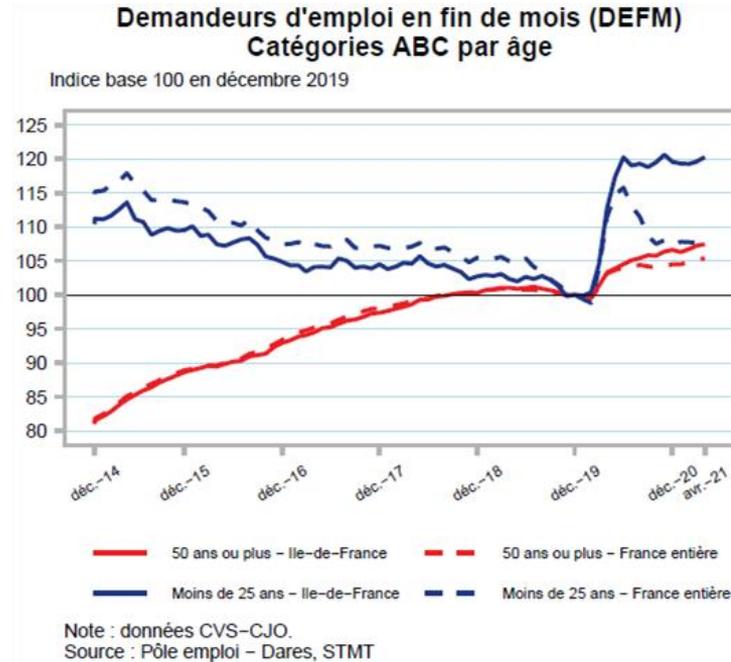
Note : données CVS en fin de trimestre.
Les données du dernier trimestre sont provisoires
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles
Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) Catégorie A par sexe



Note : données CVS-CJO.
Source : Pôle emploi - Dares, STMT

La situation des jeunes se dégrade plus fortement en Île-de-France

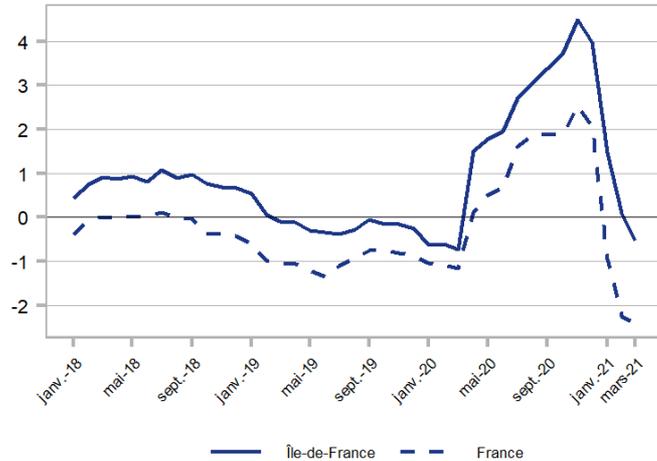


Source : Insee, FILOSOFI

Une forte hausse du nombre de bénéficiaires du RSA et des aides au logement en 2020

Bénéficiaires des aides au logement

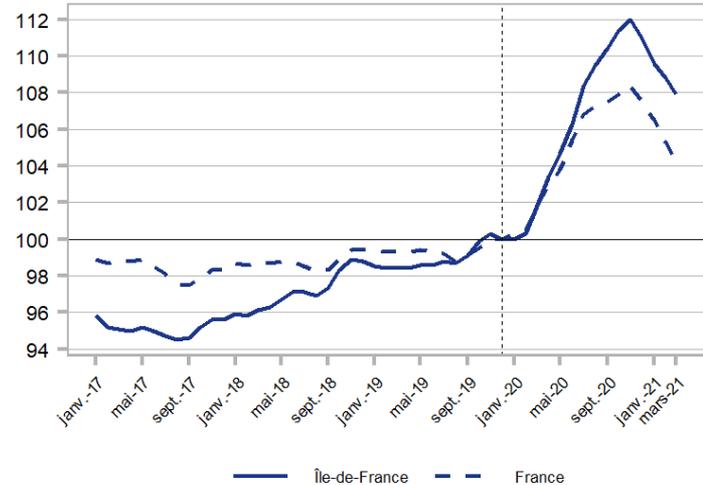
Evolution par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Note : Données brutes en fin de mois.
 Les données des 5 derniers mois sont provisoires.
 Source : Cnaf, estimations Drees pour les données provisoires

Bénéficiaires du RSA

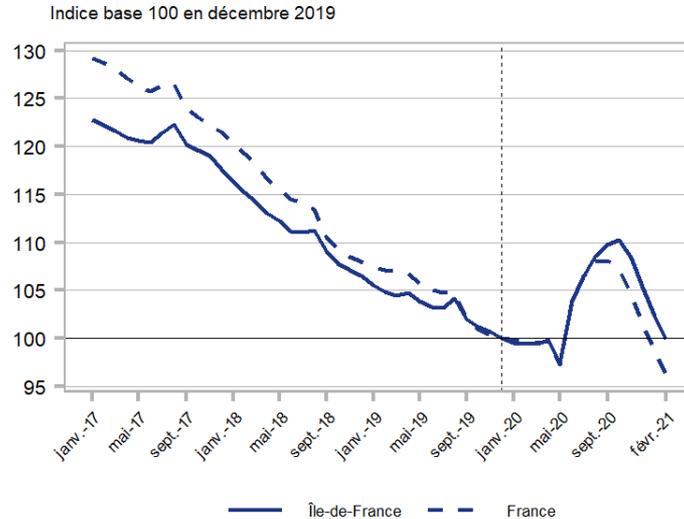
Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données brutes en fin de mois.
 Les données des 5 derniers mois sont provisoires.
 Source : Cnaf, estimations Drees pour les données provisoires ; MSA

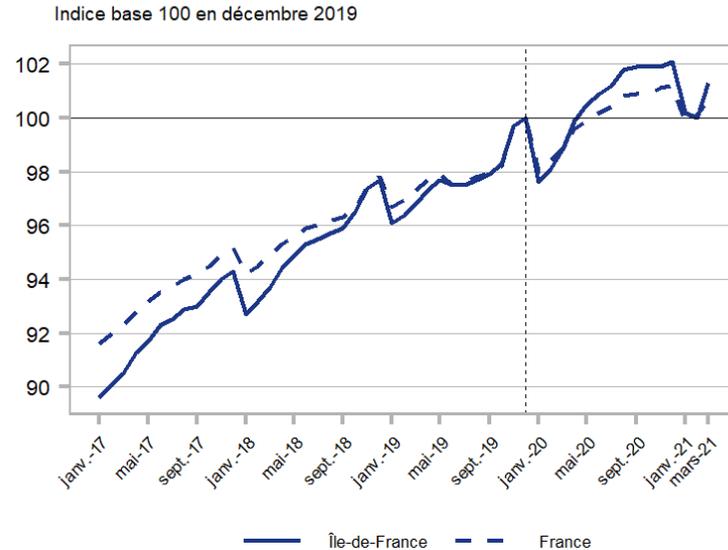
Une hausse du nombre de bénéficiaires de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH)

Bénéficiaires de l'ASS



Note : Données brutes en fin de mois.
Les données des 5 derniers mois sont provisoires.
Source : Pôle Emploi, FNA

Bénéficiaires de l'AAH



Note : Données brutes en fin de mois.
Les données des 5 derniers mois sont provisoires.
Source : Cnaf, estimations Drees pour les données provisoires

Source : Insee, FILOSOFI

Conclusion : les éléments clés à retenir

15,6 %

Taux de pauvreté en
Île-de-France



légèrement au-dessus
de la moyenne nationale

1^{ère}

région en matière
d'inégalités de
niveaux de vie



Par leur effet redistributif,
les prestations sociales
permettent de réduire les
inégalités

Depuis la crise, l'Île-de-France est davantage pénalisée que le reste de la France



Les hausses de bénéficiaires de minima sociaux sont plus fortes qu'ailleurs



Le premier confinement a accru les inégalités, notamment entre les cadres et les autres catégories socio-professionnelles

Pour en savoir plus...

Plusieurs études récemment parues ou à paraître :

- Les conséquences financières du premier confinement sur les ménages franciliens
- Les travailleurs essentiels du quotidien en Île-de-France
- Le bilan économique de l'année 2020
- La Note de conjoncture du premier trimestre 2021
- Le tableau de bord de suivi de la crise (mise à jour mensuelle)
- Une étude sur le "halo" de la pauvreté : personnes dont le niveau de vie est certes supérieur au seuil de pauvreté défini nationalement mais qui peuvent être considérées comme "pauvres" avec une référence régionale (approche relative)

Des conséquences financières du premier confinement plus ou moins marquées selon les territoires

Insee Première • n° 1850 • Avril 2021

Un quart des personnes âgées de 15 ans ou plus considèrent que la situation financière de leur ménage s'est dégradée au cours du confinement du printemps 2020. Les départements où il y a le plus d'actifs sont les plus affectés. Les habitants d'Île-de-France, du pourtour méditerranéen, des Alpes, de Guadeloupe ou de l'Aisne, déclarent plus souvent une situation financière dégradée. D'une part, les personnes les plus modestes sont plus présentes dans ces départements, et elles ont été les plus touchées par la crise, et d'autre part, le tissu productif local est davantage tourné vers des activités à l'arrêt pendant le confinement, le tourisme notamment.

Les personnes déclarent plus souvent être passées par le chômage partiel ou technique entre le début du confinement et le mois de mai dans les départements ayant souffert de l'arrêt brutal du tourisme, tandis que le télétravail est plus fréquent en Île-de-France et dans les grandes métropoles.

Insee Analyses
Île-de-France

N° 128
Février 2021

765 000 travailleurs-clés franciliens répondent aux besoins fondamentaux de la population

Bilan de la stratégie territorialisée pauvreté

Mme Cécile Tagliana, Commissaire à la lutte contre la pauvreté

Qu'évalue t-on ?



Axe 1 : Préparer l'avenir en réduisant la pauvreté des enfants et des jeunes



Les points forts

Dynamique de créations de centres sociaux

Réflexions en cours pour dynamiser le modèle AVIP en crèche ou accueil individuel

Finalisation du MOOC sur le développement de l'enfant

Dédoublage des classes en REP

Augmentation du recours à Devoirs faits

Finalisation du référentiel d'évaluation de l'autonomie du jeune de l'ASE à 18 ans

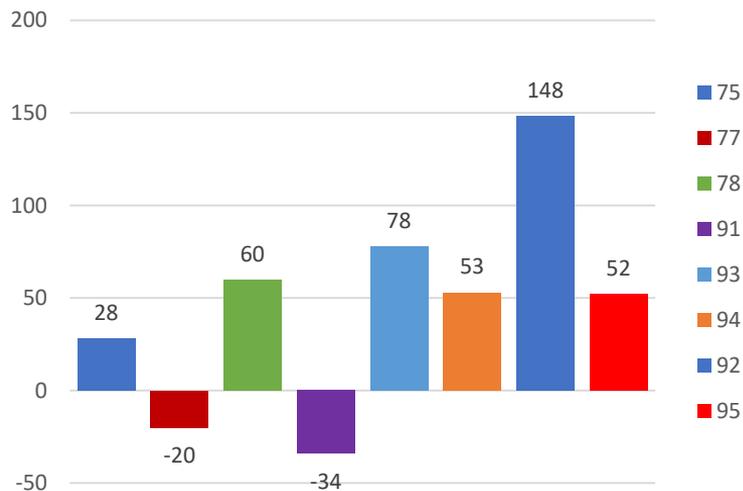


Les axes de progrès

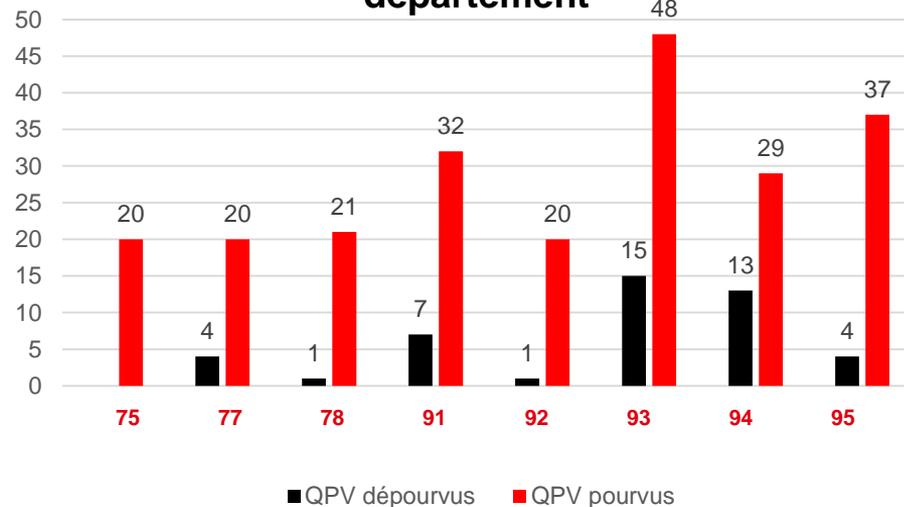
- Retard sur création de nouvelles places de crèches compensé par le plan de rebond de la CNAF ?
- Faible reprise des petits déjeuners à l'école
- Manque de nouvelles communes proposant la cantine à 1 euro
- Indicateurs à sécuriser concernant la baisse des sorties sèches de l'ASE

Axe 1 : Préparer l'avenir en réduisant la pauvreté des enfants et des jeunes

Création nette EAJE à mai 2021



Nombre de QPV pourvus et dépourvus de centres sociaux ou EVS par département



Chiffres non définitifs - indicateurs de mi-année - Bilan définitif à la prochaine conférence

Axe 2 : Garantir des conditions de vie dignes



Les points forts

+ 1 000 places d'hébergement dédiées pour les femmes sortants de maternité et ouverture du LHSS pédiatrique

Mise en place des plateformes d'accompagnement social à l'hôtel

Nouveaux financements pour créer davantage de dispositifs d'aller-vers en santé pour les précaires

60% des 12,8 M€ de l'AAP France relance soutiendront les associations qui apportent l'accès aux biens essentiels

Lancement du diagnostic régional de la précarité alimentaire

Déploiement de la cartographie Soliguide

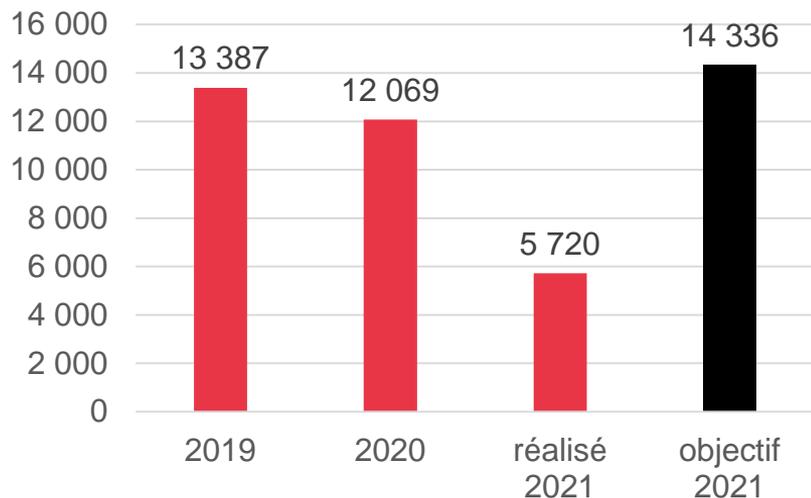


Les axes de progrès

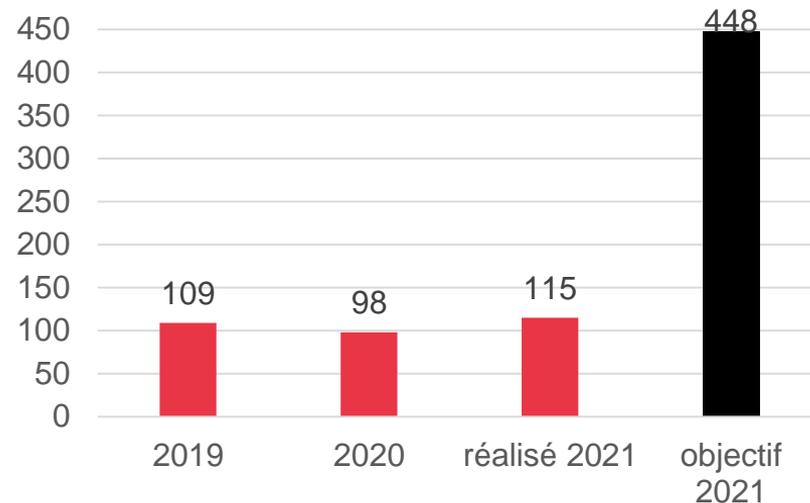
- Difficultés de mise en place des maraudes mixtes malgré les échanges de pratiques
- Efforts à souligner (résultats meilleurs qu'en 2019 et 2020) et à poursuivre dans la création de place de pensions de famille afin d'atteindre l'objectif fixé

Axe 2 : Garantir des conditions de vie dignes – Chiffres clés

Attributions de logements sociaux aux personnes se déclarant sans abri ou en hébergement



Créations de places en pensions de famille



Chiffres non définitifs - indicateurs de mi-année – Bilan définitif à la prochaine conférence

Axe 3 : Vers un parcours d'insertion et d'accès à l'emploi sans couture



Les points forts

Création de places en IAE

Progression des entrées en accompagnement global

Bonne trajectoire de réalisation des objectifs du plan 1jeune1solution

Satisfaction vis-à-vis de la plateforme de l'inclusion

Essaimage de SEVE emploi conforme

Déploiement du SPIE dans 5 départements et nombreuses candidatures pour les prochaines expérimentations

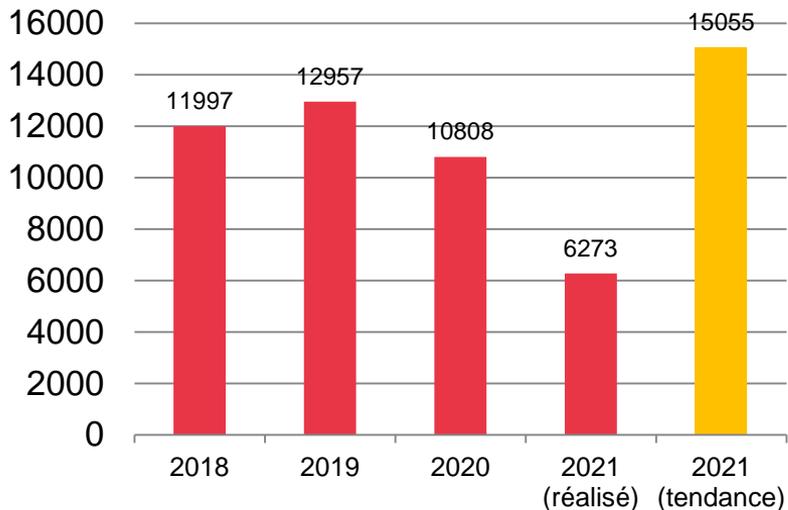


Les axes de progrès

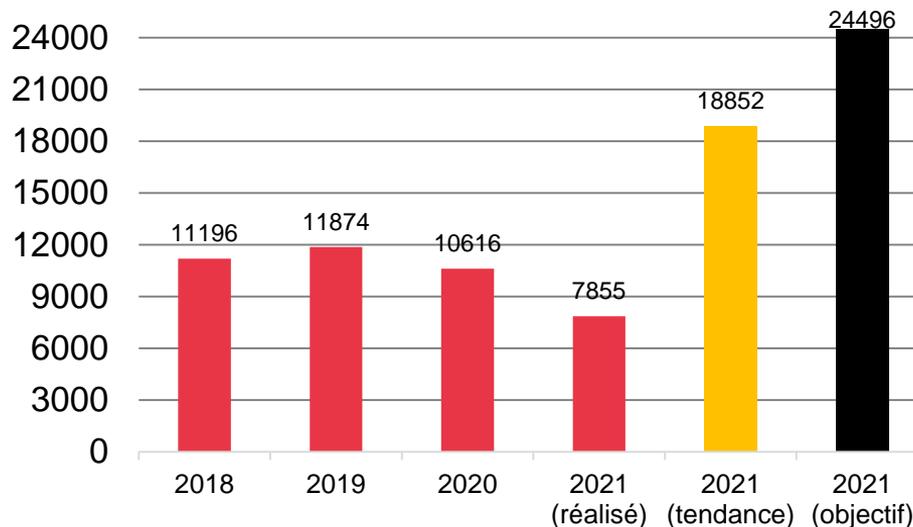
- Animation de l'obligation de formation 16-18 à consolider
- Face à l'augmentation des BRSA, accompagnement à réinventer par les conseils départementaux
- Mobilisation du PRIC à maintenir avec le Conseil régional

Axe 3 : Vers un parcours d'insertion et d'accès à l'emploi sans couture – Chiffres clés

Entrées en accompagnement global



Entrées en garanties jeunes



Chiffres non définitifs - indicateurs de mi-année – Bilan définitif à la prochaine conférence

Axe 4 : Des droits sociaux pour tous



Les points forts

9 engagements de la CNAV pour fluidifier les relations avec les CD en test

Expérimentation Territoire zéro non recours lancée à Paris 10

Nombreux financements de dispositifs d'aller-vers

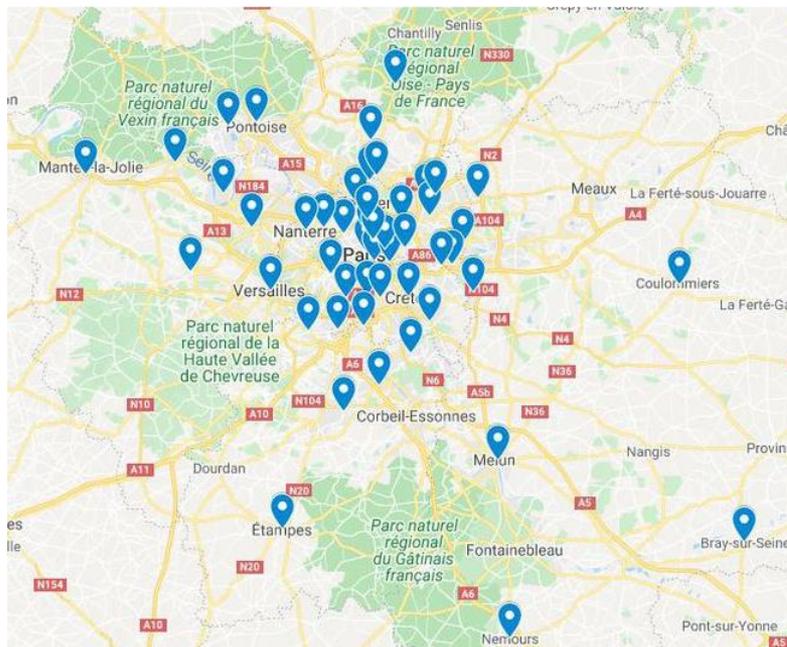


Les axes de progrès

- Amélioration de la visibilité sur les dispositifs d'inclusion numérique
- Avancées à poursuivre sur la référence de parcours
- Difficultés de la domiciliation à approfondir en lien avec les réformes nationales
- Amélioration des échanges de données avec les organismes de sécurité sociale pour identifier le non-recours en suspens

Axe 4 : Des droits sociaux pour tous - Illustration

51 points conseils budgets labellisés



8 nouveaux PCB
à venir

Axe Méthodologie



Les points forts

Fonctionnement dynamique des groupes de travail régionaux : petite enfance, précarité alimentaire, sortants d'ASE

Fusion de deux groupes : orientation et accompagnement des BRSA

Fusion et changement de mandat à venir pour deux groupes : attractivité des professions sociales

Apport de la contractualisation dans les relations Etat-CD



Les axes de progrès

- Nécessité d'augmenter la participation de personnes accompagnées
- Fonctionnement de la contractualisation avec les CD à sécuriser
- Émergence de nouveaux chantiers à intégrer dans notre stratégie et nos actions : mobilité pour l'insertion, SPIE, 1 000 jours, ...

Initiative territoriale

Le comité de pilotage inter-partenarial de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté en Seine-Saint-Denis par la Préfète déléguée à l'égalité des chances

I. Le contexte départemental

29%



de taux de pauvreté
en Ile-de-France

20%



de familles
monoparentales

Fragilisation de l'emploi par la crise :

132 740

demandeurs d'emploi au
1er trimestre 2021
(+ 11% en 1 an)

15 000

jeunes de moins de 25
ans inscrits à Pôle emploi
(+ 23% en 1 an de décembre à
décembre)



90 159 bénéficiaires du RSA au 31 décembre 2020

44%

de bénéficiaires
inscrits depuis plus
de 5 ans

2500

personnes orientées
chaque mois par le
département

33%

des nouveaux
entrants ont moins de
30 ans

7%

d'allocataires
en plus en 2020



II. Les objectifs de la stratégie de lutte et la prévention de la pauvreté en Seine-Saint-Denis



La définition et le pilotage de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté



La territorialisation de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté



L'analyse de la stratégie en transversalité



La définition et le pilotage de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté



Objectif : *animer l'ensemble des mesures de la stratégie*

- Une dynamique globale : concilier contractualisation et mesures nationales
- Une coordination assurée : réunir l'ensemble des partenaires de la mise en œuvre de la stratégie



La territorialisation de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté

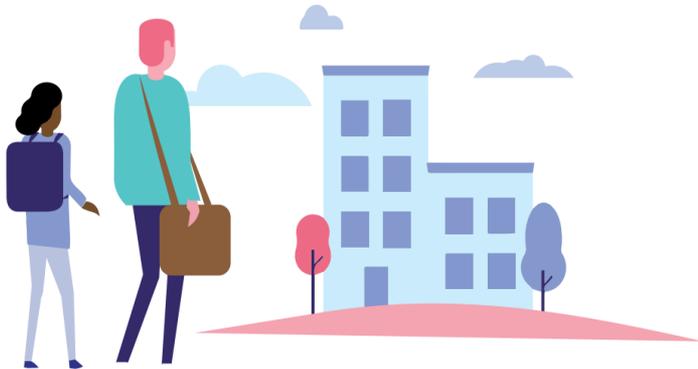


Objectif : *adapter les mesures nationales à l'échelle départementale*

- Diagnostic des mesures : l'exemple de l'implantation des centres sociaux dans les quartiers politique de la ville
- Animation de la stratégie : mobilisation des collectivités territoriales, l'exemple des petits-déjeuners à l'école



L'analyse de la stratégie en transversalité



Objectif : *articuler la stratégie avec les autres dispositifs*

- Coordination avec les appels à projets
- Liens avec la politique de la ville

III. La méthode



Des réunions techniques régulières

- Des réunions thématiques
- Des bilatérales organisées avec les services et le Conseil départemental



Un comité de pilotage réuni deux fois par an

- Points d'actualité, zoom sur quelques mesures et échanges de pratiques
- **Participants** : DRIEETS, CAF, CPAM, Pôle emploi, DSDEN, DRIHL, ARS, PRIF, Conseil départemental



Des outils : deux tableaux de suivi

- Un tableau de pilotage global (contractualisation et mesures nationales)
- Un tableau de suivi de la contractualisation

Extrait du tableau de suivi – Illustration

Hors contractualisation/con contractualisation	Engagement	Axe/Objectif	Action	Porteurs	Année de définition
Hors-contractualisation	Engagement 1 : l'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté	Offre d'accueil du jeune enfant : développer les modes d'accueil de la petite enfance	Mettre en place des incitations financières en fonction de la localisation des places d'accueil (« bonus territoires »)	CAF	2018
Description de l'action		Dispositifs d'appui / Financements		Déploiement	
Des incitations financières seront prévues dans le cadre de al COG Etat-Cnaf afin de conditionner une partie du co-financement public d'un mode d'accueil à son implantation en zone prioritaire et de réduire le reste à charge pour les communes les plus pauvres. Ainsi, la mise en place d'un « bonus territoires » sera modulée en fonction des caractéristiques du territoire, par exemple le potentiel financier par habitant et la médiane du niveau de vie.		COG (bonus territoire QPV dès 2019) Schéma départemental de la petite enfance et de la parentalité (avec le Conseil départemental) Convention territoriale globale (bonus territoire CTG en remplacement du CEJ à compter de 2019)		Mise en place des bonus adossée au déploiement des CTG. <ul style="list-style-type: none"> 10 CTG signées (Aubervilliers, Clichy-sous-Bois, la Courneuve, Saint-Denis, Sevran, Stains, Bondy, Noisy-le-Sec, Villemomble et Tremblay) 10 CTG en cours de signature en 2021 (Rosny, Neuilly-Plaisance, Montreuil, Noisy-le-Grand, Bobigny, Pierrefitte, Montfermeil, Le Blanc Mesnil, Romainville et Bagnolet) Pour 2020 : En 2020 : 8 260 580, 77 € de CAP au titre du bonus CTG	

Initiative territoriale

**Le travail d'anticipation des
conséquences sociales de la crise par
le Préfet délégué à l'égalité des
chances de l'Essonne**

Méthode de travail



Enjeu

- La crise sanitaire a perturbé la trajectoire économique et sociale du département. Le potentiel d'aggravation des inégalités et des décrochages, ne sont pas encore perceptibles.
→ sans attendre proposer des actions de réductions des inégalités et de lutte contre le décrochage.



Objectif

- Anticiper, prévenir, réduire les effets économiques et sociaux de la crise sanitaire



Méthode

Une consultation des principaux intervenants et observateurs (services de l'État, CAF, CPAM, ARS, Banque de France, conseil départemental, associations) autour de 3 questions :

- *Quelles conséquences sont d'ores et déjà observées ?*
- *Quelles actions pourraient être mises en œuvre ?*
- *Quels indicateurs mériteraient d'être suivis ?*

Premiers constats

+7,5%

Chômage



+11%

Nombre d'allocataires
du RSA



+30%

Demande d'aide
alimentaire



Demandes
d'hébergement en
hausse continue



Recours aux dispositifs
d'écoute psychologique



Renoncement
aux soins



Violences intra-familiales



Actions à mener



Premier axe : soutenir et protéger les essonniens en situation de grande précarité et de grande fragilité



Aide alimentaire



Offre d'hébergement et accompagnement social



Droits

Accès aux droits



Prise en charge spécifique pour les jeunes

Actions à mener



Deuxième axe : identifier les essonniens présentant un risque de bascule vers la précarité, peu connus des institutions et les orienter



Eviter les ruptures financières :

orientation des usagers, développement des points conseil budget



Prévenir les expulsions locatives (dans le cadre de l'instruction du 27 avril) :

échelonnement des reprises des CFP – renfort de l'accompagnement social – mesures de prévention – équipes mobiles

Actions à mener



Troisième axe : expérimenter des actions coordonnées sur des territoires à fort enjeu

Territorialiser la stratégie pauvreté sur la commune de Grigny dans le cadre d'une contractualisation ad hoc

Coordonner une action d'insertion sur l'EPCI Grand Paris Sud pour lever deux freins :

- la maîtrise de la langue française
- la fracture numérique

Suivi - Identification d'indicateurs mensuels

Signalements d'impayés de loyer



Solde des entrées et sorties du RSA du mois



Chômage



Dépôts de dossiers de surendettement



Droit au compte - incidents FFC (fichier central des chèques) et **FICP** (fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers)



Table ronde n°1

Capitaliser sur les innovations nées pendant la crise pour améliorer la réussite éducative dans les quartiers

Les intervenants de la table ronde

Jérôme Jardry

Conseiller politiques
éducatives pour les
quartiers prioritaires
d'Ile-de-France

Vacances apprenantes

Loïc Bourdin

Chargé de mission du suivi
départemental des cités
éducatives en Essonne

Emmanuel Campos

Principal de collège et Co-pilote
de la cité éducative Les
Beaudottes Sevrans

Michel Raoul

Directeur opérationnel PEP
Découvertes

Numérique

Jean-Roch Cognet

Principal du collège Robert
Desnos, Orly

Ghislain Versailles

Principal de collèges à Mantes-
la-Jolie

Emilie Genauzeau

Responsable REP
à Paris

Table ronde n°2

Rôle et place des parents : quelle implication des parents en situation de précarité dans la réussite éducative et sociale de leurs enfants ?

Les intervenants de la table ronde



Romain Gardelle

Sous-Directeur du
développement
territorial de la CAF
de Seine-Saint-Denis



Christine Barres

Responsable du centre
social
Espace 19 Ourcq



Nassima Kadri

Parent adhérent et
bénévole au sein du
centre social Espace 19
Ourcq



Franck Bleuse

Chargé des Politiques
éducatives à la mairie
de Sarcelles



Valérie Moulinier

Déléguée Générale
Auteuil Petite Enfance

Deux vidéos pour aller plus loin...



Une courte vidéo explicative présentant les centres sociaux et leurs objectifs



Retrouvez la vidéo [ici](#)

Passez À L'ACTION !
avec la COACH ET FORMATRICE ALIMA DIARRA
- spécialiste en pédagogies alternatives -



DATES FORMATION

- 11/03 : Café des parents + présentation projet Coaching - 9h30-11h30
- 25/03 : Où en êtes-vous ? - 9h30-11h30
- 01/04 : Où voulez-vous aller ? - 9h30-11h30
- 15/04 : Votre prochain pas - 9h30-11h30
- 06/05 : Organisation "at house" - 9h30-11h30
- 20/05 : Prendre soin de soi - 9h30-11h30
- 03/06 : Famille famille famille - 9h30-11h30
- 10/06 : Bilan + Restitution - 9h30-11h30

Lieu : Couleurs du Monde - 22, avenue Général Leclerc - 93 120 LA COURNEUVE
ATTENTION IL FAUT S'ENGAGER DU DÉBUT À LA FIN !

Un témoignage de parents ayant bénéficié du soutien du centre social « Couleurs du monde » à La Courneuve en Seine-Saint-Denis



Retrouvez la vidéo [ici](#)

Conclusion

**Mme Cécile Tagliana, Commissaire à
la lutte contre la pauvreté**